

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

De la 99e à la 105e place selon l'indice de perception de Transparency International : Sénégal, Pays Pauvre Très Corrompu

Date de mise en ligne : jeudi 28 octobre 2010

- Archives -

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

La corruption gangrène dangereusement le Sénégal. Dans le classement de l'Indice mondial de perception de la corruption (Ipc) de Transparency international, publié hier, par le Forum civil, le rang et le score de notre pays ne sont pas satisfaisants. De la 99e place en 2009, le Sénégal s'est retrouvé dans le classement de l'Indice mondial de perception de la corruption de Transparency international (Ti), à la 105e place parmi 178 pays, soit un recul net de 6 places. D'un score de 3 points en 2009, le Sénégal se retrouve avec une note de 2,9 à égalité avec le Kazakhstan et l'Algérie, entre autres pays. Récoltant la même note qu'en 2001, notre pays se voit devancé dans ce dernier classement de Transparency international par plusieurs pays africains, notamment le Ghana, 62e et le Rwanda, 66e. Même la Gambie, à la 91e place se présente comme l'un des pays où l'Administration est moins corrompue qu'au Sénégal.

source : www.lequotidien.sn - 27 Octobre 2010

L'Ipc permet de mesurer l'évolution de la corruption passive dans les secteurs de l'Administration publique et de la classe politique. La corruption passive est définie comme étant le fait pour un agent de recevoir un pot-de-vin, qu'il ait demandé ou pas.

Paul Dominique Correa, membre du Forum civil impute « cette variation dans la zone rouge du Sénégal au manque de volonté réelle dans la lutte contre la corruption. En effet, l'Etat encourage la passation des marchés sans contrôle et une passation ouverte de gré à gré. En plus, les cas de mal gouvernance révélés par les rapports d'audit de l'**Armp** (Autorité de régulation des marchés publics. Ndlr) ou par la presse, ne connaissent aucune suite judiciaire. C'est l'impunité totale qui sanctionne les mal gouvernants et parfois, ils sont promus sur le plan politique ».

M. Corrêa ajoute que le décret visant à modifier « le Code des marchés publics ne contribue pas à une gestion transparente de la passation de la commande publique et il montre le manque de volonté politique réelle dans la lutte contre la corruption ». Les membres du Forum civil, qui est la branche sénégalaise de **Transparency international**, estiment que le Code des marchés est l'une des meilleures réformes que le gouvernement de l'Alternance a pu adopter, et dans le domaine de la gouvernance, c'est aussi la meilleure réforme après la création de la Cour des comptes.

Dénonçant énergiquement ces modifications du Code des marchés publics, le Forum civil considère qu'il ne devrait pas y avoir une structure logée à la présidence de la République qui puisse se soustraire au contrôle de l'Armp. Cette organisation de la société civile assure que les organes de contrôle comme la Cellule nationale de traitement des informations financières (**Centif**), la Cour des comptes, la Commission nationale de lutte contre la corruption et la concussion (**Cnlcc**), représentent une énorme possibilité de lutte contre la corruption, s'ils jouent pleinement leur rôle. Mais, sans les possibilités d'auto-saisine, de déclenchement d'enquête judiciaire indépendante, ces organes resteront toujours impuissants et inefficaces face au phénomène de la corruption agissant comme un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de développement du Sénégal. La transparence et la bonne gouvernance sont non seulement indispensables pour garantir le choix des citoyens, mais aussi, la stabilité du pays.

Pour les membres du Forum civil, la lutte contre la corruption est de la responsabilité de chaque citoyen. « Nous avons le droit et la responsabilité de demander à l'Etat de nous rendre compte », sensibilise Paul Dominique Corrêa. C'est pourquoi, le Forum civil invite le gouvernement à adopter un projet de loi pour améliorer l'accès à l'information des citoyens sur la gestion des ressources et les politiques publiques. Il appelle aussi, tous les secteurs de la vie nationale par une large coalition citoyenne, à s'impliquer dans la lutte pour la promotion des valeurs d'intégrité et de responsabilité afin que définitivement, par l'éducation, la sensibilisation, que les pratiques de gestion soient ancrées dans les valeurs fondatrices de la société.

Le Quotidien a vainement passé l'après-midi et la soirée d'hier à tenter de joindre un membre du gouvernement qui accepterait de réagir au dernier rapport de Ti. Le ministre de la Communication n'était pas joignable sur son portable. Sa chargée de communication, Nafissatou Diouf, avait promis de nous rappeler une fois qu'il aurait été disponible. Cela n'a pas été fait, jusqu'au moment où ce journal a été bouclé. Situation similaire avec le ministre porte-parole du président de la République.

M. Serigne Mbacké Ndiaye laissait son téléphone sonner, sans réponse, et il a fallu passer par son secrétariat, pour apprendre qu'il était « occupé dans son bureau ». Une commission lui a été laissée pour qu'il nous fasse connaître le moment où il allait se libérer. Un Sms a également été envoyé sur son portable. Nous attendons toujours que ces autorités fassent signe.

Dialigué FAYE